

## *Bibliographies du CRDD*

# **Reporting Développement durable - Informations extra-financières des entreprises**

*Mai 2014*



Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables au CRDD.

---

### **CRDD - Centre de ressources du Développement durable**

Commissariat général au Développement durable  
Tour Voltaire 01-18  
92055 La Défense cedex  
Tél. 01 40 81 17 92/93

[crdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crdd@developpement-durable.gouv.fr)

Ouvert de 9h à 17h30

**Site et base de données (75 000 références) :**  
[www.crdd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.crdd.developpement-durable.gouv.fr)

## Etudes - Ouvrages

- 20969      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
OREE - ENTREPRISES, TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT  
MAGOT (L), HUC (P), COUTEAU (C), JOLIVET (P)  
**Reporting extra-financier. Première année d'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2. Bilan et perspectives.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Reporting-extra-financier-bilan.html>  
Paris, OREE, 2013 - 84 p., tabl., graph., ann.
- En partenariat avec le Commissariat général au développement durable, l'association Orée a réalisé un bilan sur la première année d'application de l'article 225 de la loi Grenelle II sur le reporting des entreprises en matière sociale, environnementale et sociétale.*  
*Se basant sur un échantillon de 40 entreprises incluant les 20 plus importantes capitalisations du CAC 40 et les 20 plus faibles capitalisations du SBF 120, l'étude souligne les effets positifs du dispositif légal pour la transparence de la communication extra-financière, mais aussi les difficultés rencontrées pour renseigner certains critères. Au-delà de ces éléments, l'étude a pour ambition de relever certaines avancées au sein des systèmes de reporting extra-financier : comment les entreprises s'approprient-elles cet exercice de reporting, quelle place occupe-t-il dans leur document de référence ?*
- 20788      DELOITTE  
**Reporting RSE selon l'article 225 de la loi Grenelle 2. Bilan de la première année d'application.**  
[http://www.deloitte.com/view/fr\\_FR/fr/mediatheque/61e25ff121f1f310VgnVCM1000003256f70aRCRD.htm](http://www.deloitte.com/view/fr_FR/fr/mediatheque/61e25ff121f1f310VgnVCM1000003256f70aRCRD.htm)  
Paris, Deloitte, 2013 - 31 p., ann.
- L'article 225 de la loi Grenelle 2 impose aux sociétés cotées (ou dépassant un certain chiffre d'affaires) de publier des informations sociales, environnementales et sociétales dans leur rapport de gestion annuel et de les faire vérifier par un organisme tiers indépendant. Cette étude dresse le premier bilan de ce dispositif auprès des 110 entreprises du SBF 120 (Société des bourses françaises) ayant publié leurs rapports au 31 mai 2013.*
- 21493      AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS  
**Rapport de l'Autorité des marchés financiers sur l'information publiée par les sociétés cotées en matière de responsabilité sociale, sociétale et environnementale.**  
[http://www.amf-france.org/Actualites/Communiqués-de-presse/AMF/annee\\_2013.html?docId=workspace%3A%2F%2FSpacesStore%2F328ad101-39ff-41b9-abd8-4280557fcf97](http://www.amf-france.org/Actualites/Communiqués-de-presse/AMF/annee_2013.html?docId=workspace%3A%2F%2FSpacesStore%2F328ad101-39ff-41b9-abd8-4280557fcf97)  
Paris, AMF, 2013 - 59 p., ann., graph.
- L'AMF dresse un état des lieux de l'information publiée par 60 sociétés cotées en matière de responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE), sous forme d'une recommandation (DOC-2013-18). Elle énonce des recommandations et pistes de réflexion, à destination des associations professionnelles notamment. Cette analyse a été réalisée dans le contexte de l'entrée en vigueur de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010. Elle s'inscrit également dans un contexte européen, la Commission européenne ayant publié le 16 avril 2013 une proposition de directive prévoyant un reporting extra-financier obligatoire.*

- 18582      CENTRE FRANCAIS D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES  
**Etude annuelle 2013 sur l'information sociale et environnementale dans les rapports annuels des entreprises.**  
Paris, CFIE Conseil, 2013 - 208 p, tabl., graph., ann.
- Cette étude évalue la qualité des informations sociales, sociétales et environnementales de 44 rapports d'entreprises. Pour chacun des rapports, l'étude fournit une fiche entreprise avec graphiques et tableaux, la note du rapport, son positionnement par rapport au panel étudié, son profil et des indicateurs chiffrés. La fiche est complétée par un commentaire en trois volets (social, sociétal, environnemental) soulignant les points forts, les axes de progrès et les éventuels reculs constatés.*  
*Edition 2013 : trois analyses portent sur la situation et la sécurisation de l'emploi, la promotion de la diversité, la préservation de la ressource en eau.*  
*Edition 2012 : trois analyses portent sur la politique de l'entreprise en matière de diversité, de lutte contre les gaz à effet de serre et de maîtrise de la chaîne d'approvisionnement.*
- 19489      KPMG  
**KPMG international survey of corporate responsibility reporting 2013.**  
**A - Etude.- 82 p.**  
**B - Synthèse.- 20 p.**  
<http://www.kpmg.com/global/en/issuesandinsights/articlespublications/corporate-responsibility/pages/default.aspx>  
KPMG, 2013 - 82 p., graph., cartes
- La première partie de cette étude donne un aperçu des tendances mondiales en matière de reporting. La seconde partie s'intéresse à la qualité du reporting dans les 250 plus grandes entreprises mondiales.*
- 20429      INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES  
SYNDEX, CENTRE FRANCAIS D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES, CFDT  
CHABROL (O), COZETTE (M)  
**Le reporting de responsabilité sociale d'entreprise et son utilisation.**  
Paris, CFIE Conseil, 2012 - 113 p.
- Cette étude s'est déroulée en deux volets. Le premier, piloté par CFIE-Conseil de mars à avril 2011, a consisté en l'analyse documentaire du reporting public de dix entreprises françaises. Il s'est conclu par la rédaction de dix fiches d'entreprises qui constituent la première partie de ce rapport.*  
*Le deuxième volet, piloté par Syndex de septembre à décembre 2011, consistait à rechercher, au travers d'entretiens, comment le reporting RSE de l'entreprise était appréhendé et utilisé. Quatre des dix entreprises analysées dans le volet 1 ont ainsi servi de terrain d'analyse au volet 2 ; cette analyse fait l'objet de la deuxième partie de ce rapport.*  
*En troisième partie, le rapport tire les principaux enseignements de ces études de cas et élabore des recommandations aux acteurs pour une meilleure utilisation du reporting RSE.*
- 21477      ERNST ET YOUNG  
**Grenelle II - L'article 225 en pratique. Nouvelles obligations de transparence sur les informations environnementales, sociales et sociétales.**  
<http://www.ey.com/FR/fr/Services/Specialty-Services/Climate-Change-and-Sustainability-Services/Grenelle-2---L-article-225-en-pratique>  
Paris, Ernst & Young, 2012 - 10 p.
- Sous forme de fiches pratiques, ce document fait le point sur les sociétés soumises aux nouvelles obligations de l'article 225 de la loi Grenelle 2 et son décret d'application du 24 avril 2012. Quel calendrier d'application du décret ? Quelles informations publier et sur quelles thématiques ? Quelles vérifications des informations et à quel niveau ?*

- 20097 DARTIGUEPEYROU (C)  
**Au-delà de la crise financière. Nouvelles valeurs, nouvelles richesses.**  
 Paris, Harmattan (L'), 2011 - 216 p., ann., bibliogr., schémas  
*Prospective - Essais et recherches*
- Réalisé dans le cadre des rencontres des 19 et 20 septembre 2011 organisées par le Club de Budapest, ce livre s'interroge sur nos valeurs, notre rapport civilisationnel à la richesse et nos différentes représentations culturelles. Il conclut à la nécessité de réinvention monétaire, après avoir passé en revue différents indicateurs de richesses, systèmes comptables et de reporting, sans oublier les démarches d'intelligences collectives.*
- 19487 COMITE 21  
 BOUDARD (I), CHARLOT (A), GAULTIER (E), GAUVIN (M), VALLET (A), VIEL (K)  
**Evaluer et rendre compte de sa stratégie de développement durable. Enjeux, réglementations et pratiques des entreprises et des collectivités.**  
<http://www.comite21.org/publications/index.html>  
 Paris, Comité 21, 2011 - 69 p., bibliogr.  
*Notes 21*
- Cette note a un triple objectif :*
- informer sur les évolutions des réglementations, des normes et des référentiels en matière d'évaluation et de reporting en France et à l'international ;
  - valoriser les pratiques des adhérents du Comité 21 (collectivités et entreprises) en la matière : analyse de quarante rapports annuels de développement durable d'entreprises et des huit premiers rapports annuels de développement durable des collectivités territoriales ;
  - proposer deux analyses thématiques plus approfondies : la première traite de la place réservée au dialogue avec les parties prenantes dans le reporting des entreprises, la seconde porte sur l'ancrage territorial et les liens entre entreprises et collectivités valorisés dans les rapports.
- Des témoignages d'experts (AFNOR, Ernst & Young, Novethic, Utopies, Vigeo, le conseil régional d'Aquitaine et les villes de Cannes et d'Orléans) sont également proposés.*
- 18901 NATIONS UNIES Programme des Nations Unies pour l'environnement, KPMG, GLOBAL REPORTING INITIATIVE, AFRIQUE DU SUD Université Stellenboch Business Scholl  
**Carrots and sticks - Promoting transparency and sustainability. An update on trends in voluntary and mandatory approaches to sustainability reporting.**  
 KPMG, 2010 - 92 p., bibliogr.
- Cette étude porte sur l'évolution au niveau international des tendances en matière de reporting développement durable. Elle propose un tour d'horizon des pratiques identifiées auprès d'un échantillon de trente pays émergents et de l'OCDE.*
- 19059 OBSERVATOIRE SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES, ECOVADIS SUSTAINABLE SUPPLY MANAGEMENT  
 DAUDIN (ML), KADJAR (H)  
**Etude sur le reporting des grands groupes internationaux en matière d'achats responsables. Analyse de la communication externe de 125 entreprises asiatiques, américaines et européennes du Global 500.**  
 Paris, ORSE, 2010 - 35 p., tabl., graph., ann.
- L'analyse a été réalisée à partir des rapports développement durable, rapports annuels et documents de référence les plus récents ainsi que des informations disponibles sur les sites Internet des entreprises. Une grille d'analyse a été définie en vue de collecter les données :*
- informations générales concernant les achats ;
  - stratégies, politiques et objectifs ;
  - moyens et conduite du changement ;
  - résultats.
- Le rapport procède à des analyses sectorielles.*

17585

KPMG

**Quelles bonnes pratiques pour une croissance durable ?  
22 bonnes pratiques pour améliorer durablement votre rapport annuel. Edition 2009.- 36 p.**

<http://www.kpmg.fr/fr/actualite/nos-publications.asp>

La Défense, KPMG, 2010 - 52 p., schémas, graph.

*A partir de l'analyse des rapports annuels de grands groupes, l'étude propose une sélection de bonnes pratiques.*

*Sept questions fondamentales sont à intégrer dans la communication en matière de développement durable :*

- *La stratégie de développement durable est-elle présentée de façon complète et approfondie ?*
- *La visibilité des actions est-elle optimale dans la communication ?*
- *Les enjeux de développement durable auxquels le groupe est confronté sont-ils traités ?*
- *Un reporting pertinent et fiable a-t-il été mis en place ?*
- *La transparence est-elle suffisante ?*
- *L'accès aux informations communiquées est-elle facilitée ?*
- *Les lignes directrices de la "Global Reporting" Initiative sont-elles suivies ?*

## Articles de revues spécialisées

**Trop de reporting tue-t-il le reporting ?**

Repères RSE n° 105, p. 1 – 01/04/2014

JOLIVET (P)

**"Le décret RSE incite les entreprises côtées à renforcer la crédibilité du reporting".**

Environnement et technique n° 332, p. 30-32 - 01/01/2014

ARNAUD (P), GARANS (A)

**Rapports de développement durable : benchmark des bonnes pratiques et recommandations.**

Environnement et technique n° 321, p. 50-52 - 01/01/2013

ARNAUD (P), GARANS (A)

**Les systèmes de reporting extra-financier, un marché en pleine expansion.**

Environnement et technique n° 318, p. 59-61, tabl., fig. - 01/10/2012

CHATELAIN PONROY (S), MORIN DELERM (SM)

**Adopter les pratiques de reporting de développement durable : le cas des universités françaises.**

Politiques et management public n° 2, p. 253-280, ann., bibliogr., fig., tabl. - 01/04/2012

KPMG

**Dernières tendances internationales en matière de reporting social et environnemental.**

Environnement et technique n° 312, p. 78-80, graph., tabl. - 01/12/2011

MAITRE (MP)

**La communication dans le Grenelle 2 : obligations et responsabilités pour les entreprises en termes de reporting, d'étiquetage et d'information.**

Environnement et technique n° 302, p. 63-66, bibliogr. - 01/12/2010

**Reporting responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise (RSE) : quel standard international ?**

Repères RSE n° 91, p. 5 – 01/10/2010

OBSERVATOIRE SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

**Le reporting sur les achats responsables en net progrès.**

Repères RSE n° 91, p. 9 - 01/10/2010

**Reporting intégré : une évolution dans les remontées d'informations des entreprises.**

Environnement et technique n° 298, p. 60-64 - 01/07/2010

BANCILHON (C), FANUEL (P)

**Reporting : une minorité de rapports développement durable pertinents.**

Repères RSE n° 87, p. 1-2 - 01/04/2010

CUELLAR (B), MONEVA (JM)

**The value relevance of financial and non-financial environmental reporting.**

Environmental and resource economics n° 44/3, p. 441-456, bibliogr., tabl. - 01/11/2009

**Reporting développement durable : les étapes clés de la démarche de communication de l'entreprise.**

Environnement et technique n° 290, p. 63-66, schémas - 01/10/2009